

Unité départementale du Rhône
63 Avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 05/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORAMET RECYCLAGE

1, Impasse Louis Saillant
69120 VAULX EN VELIN

Références : UDR-SSDAS-22-97-EM

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2022 dans l'établissement ORAMET RECYCLAGE implanté 1, Impasse Louis Saillant 69120 VAULX EN VELIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale coup de poing sur la défense incendie opérationnelle sur les sites à autorisation et enregistrement.

Ces inspections visent à contrôler la bonne gestion du risque incendie et notamment :

- l'effectivité (présence / fonctionnement) des moyens et de l'organisation associée à la défense incendie
- l'état des stocks
- le respect des dimensionnements en eau d'extinction
- la maintenance et test des équipements

Cette action régionale s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un plan d'action globale visant à mieux prévenir le risque d'incendie dans les installations de stockage de matières combustibles et inflammables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORAMET RECYCLAGE
- 1, Impasse Louis Saillant 69120 VAULX EN VELIN
- Code AIOT dans GUN : 0003200529
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ORAMET RECYCLAGE est spécialisée dans la collecte et le recyclage de déchets. L'installation a été régularisée, au titre de la législation des installations classées, par l'arrêté préfectoral du 21/11/2017 puis par l'arrêté complémentaire du 10/09/2020.

L'établissement réceptionne des pots catalytiques et des jantes alliage en aluminium. Les pots catalytiques sont cisailés de façon à séparer les carcasses ferreuses ou en inox et la céramique qui est ensuite broyée. Les jantes alliages ne font que transiter sur le site pour être ensuite acheminées vers des installations de traitement de l'aluminium. L'établissement ne reçoit pas de cuivre ni de batteries. L'ensemble des déchets réceptionnés est stocké à l'intérieur du bâtiment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion du risque incendie
- Etat des stocks
- Surveillance du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
OCP 2022 - Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
OCP 2022 - Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.4.2	/	Sans objet
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
OCP 2022 - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.2.5.2	/	Sans objet
OCP 2022 - Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.5.3	/	Sans objet
Classement ICPE	AP Complémentaire du 10/09/2020, article 1	/	Sans objet
Déchets produits par l'établissement	AP Complémentaire du 10/09/2020, article 2	/	Sans objet
Mesure de bruits	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 6.2.3	/	Sans objet
Plan de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.1.1	/	Sans objet
Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.1.5	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.1.7	/	Sans objet
Comportement au feu du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.2.2.2	/	Sans objet
Vérification périodique de l'instrument de pesage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été menée dans le cadre de l'action régionale coup de poing liée à la défense incendie opérationnelle. L'établissement inspecté, ORAMET RECYCLAGE, a mis en place les éléments nécessaires pour faire face au risque incendie. Le site dispose de moyens d'extinction vérifiés et accessibles, les stocks sont tenus à jour et globalement connus du personnel et les besoins en eaux d'extinction ont été correctement dimensionnés. Le site dispose également d'un système de rétention des eaux d'extinction actuellement hors service suite à un acte de vandalisme mais dont la réparation est prévue.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : OCP 2022 - Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, OCP 2022 - Etat des stocks
Prescription contrôlée : OCP 2022 - Etat des stocks
Constats : Par mail du 08/02/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection un registre des déchets entrants et sortants sur la période du 18 au 22/10/2021 pour les déchets entrants et du 6 au 18/10/2021 pour les déchets sortants. Ce registre contient les informations suivantes : date de réception, nature du déchet, code déchet, quantité, nom et adresse de l'installation expéditrice, nom et adresse du transporteur et code de traitement. Le jour de l'Inspection, l'exploitant a pu transmettre assez rapidement une estimation de son stock de déchets présents sur site et les caractéristiques de ces derniers. L'Inspection précise à l'exploitant que ces informations seront essentielles à transmettre aux pompiers en cas d'incendie du site. L'exploitant n'a pas réalisé de fiche synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de son établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser et transmettre sous 1 mois : - une fiche synthétique présentant les informations vulgarisées sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de son établissement.

Nom du point de contrôle : OCP 2022 - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, OCP 2022 - Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : OCP 2022 - Moyens de lutte contre l'incendie
Constats : L'Inspection constate la présence d'extincteurs signalés, accessibles et correctement répartis au sein de l'exploitation. L'Inspection constate la présence d'un poteau incendie accessible situé à l'entrée de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : OCP 2022 - Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, OCP 2022 - Maintenance et test
Prescription contrôlée : OCP 2022 - Maintenance et test
Constats : Par mail du 08/02/2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs. Ces derniers ont été vérifiés par ISOGARD le 01/06/2021 et le rapport n'a révélé aucune non-conformité. L'Inspection note la présence d'une alarme incendie asservie aux barrières de rétention des eaux d'extinction. Par mail du 21/03/2022 l'exploitant transmet à l'Inspection la facture de la dernière intervention réalisée sur le système d'alarme incendie réalisée par A&C Sécurité Electronic le 18/03/2022. Cette facture indique qu'un essai a été effectuée et que l'alarme est fonctionnelle. Par mail du 08/02/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection le rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE le 18/08/2021. Ce rapport ne révèle aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : OCP 2022 - Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, OCP 2022 - Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction
Prescription contrôlée : OCP 2022 - Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction
Constats : L'Inspection constate que la cellule où se concentre les déchets et l'activité est étanche. Au regard de la superficie de la cellule, le volume de confinement nécessaire, calculé à 124 m3 par note D9 réalisée lors du dépôt du dossier d'autorisation, semble atteint. Ces calculs avaient été également validés par le SDMIS lors du dépôt du dossier d'autorisation. Le confinement des eaux d'extinction est réalisé par la présence de barrières automatiques asservies à la détection incendie. L'Inspection constate que les barrières sont non fonctionnelles pour le moment. L'exploitant indique qu'il a subi une tentative de braquage fin janvier 2022 et que la barrière ainsi que le rideau métallique de la cellule ont été endommagés. Il indique que des devis sont en cours de réalisation pour remplacer ces équipements et que les travaux seront réalisés d'ici juin 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 3 mois : - le bon d'installation et de mise en service de la nouvelle barrière automatique.

Nom du point de contrôle : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Classement ICPE
Constats : L'Inspection note que le classement ICPE a été modifié par un arrêté préfectoral complémentaire daté du 10/09/2020. Les modifications apportées portaient sur la rubrique 2718-1 classée à Autorisation et ramenée de 60 à 30 tonnes pour les catalyseurs usagés. L'arrêté préfectoral d'autorisation initiale du 21/11/2017 intégrait un volume de 30 tonnes de batteries, activité finalement non réalisée par l'exploitant. L'Inspection constate que les rubriques et quantités associées à cet arrêté préfectoral complémentaire sont respectées par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'établissement
Prescription contrôlée : Déchets produits par l'établissement
Constats : L'Inspection note la présence de déchets aluminium, cuivre, inox, catalyseurs usagés et de monolithe broyé. Les quantités stockées et constatées sur site sont largement inférieures au seuil en vigueur pour qu'un établissement relève de la Déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Plan des réseaux
Constats : Par mail du 10/02/2022, l'exploitant a transmis un plan des réseaux de son installation. L'installation est située au sein d'une cellule d'un entrepôt commun dont les cellules sont exploitées pour différentes activités. Les modalités de gestion et de rejet des eaux pluviales sont gérées par le gestionnaire de l'entrepôt. La présence d'un séparateur d'hydrocarbure commun à l'entrepôt n'a pas pu être vérifiée le jour de l'Inspection. Le rapport au CODERST du 27/09/2017 mentionne la présence d'un séparateur d'hydrocarbure commun à l'ensemble de l'entrepôt. L'Inspection précise que l'activité réalisée par ORAMET RECYCLAGE n'utilise pas d'eau de process, que la cellule est étanche et équipée d'un système d'obturation qui permet de bloquer les rejets au réseau si nécessaire. L'exploitation du site a été autorisée dans ces conditions.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : L'Inspection demande à l'exploitant, de demander au gestionnaire de l'entrepôt, puis de lui transmettre sous 1 mois : - la localisation du séparateur d'hydrocarbure ; - le dernier bon de nettoyage de ce dernier.

Nom du point de contrôle : Mesure de bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruits
Prescription contrôlée : Mesure de bruits
Constats : Par mail du 08/02/2022, l'exploitant a transmis le dernier rapport de mesure de bruits réalisé par l'APAVE le 19/11/2020. Ce dernier respecte l'ensemble des seuils en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de l'installation
Prescription contrôlée : Plan de l'installation
Constats : Par mail du 08/02/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan de l'installation présentant les différents espaces de stockage ainsi que les différentes zones d'activité réparties au sein de la cellule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du site
Prescription contrôlée : Surveillance du site
Constats : L'Inspection note que l'accès à l'entrepôt où se situe la cellule contenant l'exploitation se réalise par un portail automatique commun. L'exploitant indique que son site est télésurveillé et géré par la société Stanley. Cette télésurveillance est associée à une alarme à déclenchement automatique hors période d'ouverture. L'exploitant indique que le système va être amélioré prochainement suite à la tentative de cambriolage dont il a été victime fin janvier 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Formation du personnel
Constats : L'exploitant indique à l'Inspection la réalisation d'une formation du personnel à l'utilisation des extincteurs. Cette dernière a été réalisée le 03/03/2022 par JONHSON CONTROLS pour 9 personnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Comportement au feu du bâtiment
Prescription contrôlée : Comportement au feu du bâtiment
Constats : L'Inspection constate que l'activité du site est réalisée au sein d'une cellule d'un entrepôt. Elle constate que les séparations avec les autres cellules sont réalisées grâce à un mur en parpaing. L'exploitant indique qu'un bardage a également été réalisé entre le plafond et les murs séparatifs. Ces caractéristiques permettent de respecter les durées minimales de résistance au feu définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (REI 60).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification périodique de l'instrument de pesage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique de l'instrument de pesage
Prescription contrôlée : Vérification périodique de l'instrument de pesage
Constats : Par mail du 25/03/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection son carnet métrologique. L'exploitant indique qu'une nouvelle balance de la marque GRAM a été installée et vérifiée par un technicien de MAF Industrie le 25/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet